



Note portant contribution à la consultation publique du RGEC lancée par la Commission Européenne – date de clôture de la consultation : 27/09/19

Contexte :

Une consultation publique concernant la révision ciblée du RGEC relative à l'intégration de nouvelles catégories concernant :

- les financements nationaux contenus dans les produits financiers bénéficiant du soutien du Fonds InvestEU;
- les projets de recherche et de développement et d'innovation (RDI) ayant reçu un label d'excellence au titre d'Horizon 2020 ou d'Horizon Europe, ainsi que les projets de cofinancement et les actions de formation d'équipes dans le cadre d'Horizon 2020 ou d'Horizon Europe;
- les projets de coopération territoriale européenne («CTE»)

Modalités de réponses : réponses en ligne sur le site et une copie envoyée au CGET

http://ec.europa.eu/competition/consultations/2019_gber/index_en.html

La Région Occitanie apporte 3 propositions de modification du RGEC

1/ Propositions relatives aux produits financiers

- (1) / Article 1, (b) comme c'est le cas pour la production Agricole primaire, nous suggérons d'ajouter en (b) les aides au financement des risques dans la liste d'exceptions relatives au secteur de la pêche et de l'aquaculture.
- (8) / Article 8, nous proposons d'augmenter le seuil proposé qui est concurrentement trop faible ; EUR 1 000 000 nous semble approprié dans les deux cas.
- (17) / Article 56d, nous suggérons de retirer "and the InvestEU Investment Guidelines [référence]" au point 3. Ces directives ne sont pas encore finalisées et seront préparées par la Commission.
- (17) / Article 56e, s'agissant du point 11. Nous proposons d'augmenter le seuil proposé pour les instruments de fonds propres de EUR 200 000 à EUR 500 000.

(ii) **Suggestions additionnelles sur la Régulation existante 651/2014**

Pour promouvoir efficacement/simplifier le déploiement des instruments de garantie en vertu de l'Article 21, la disposition suivante « Lorsqu'une garantie comprend également la couverture de pertes non anticipées, l'intermédiaire financier verse, pour la part de la garantie couvrant ces pertes, une prime de garantie conforme au marché » devrait être allégée. Par exemple, quand les pertes non anticipées représentent plus de [deux fois les pertes attendues], l'intermédiaire financier verse, pour la part de la garantie couvrant ces pertes, une prime de garantie conforme au marché.

Afin de spécifier que le Groupe BEI n'est lié par la référence à la Directive 2004/18/EC (le Groupe BEI est régulé en vertu de la loi primaire et non secondaire !), il convient de préciser qu'une « Entité Mandatée » signifie la Banque Européenne d'Investissement et le Fonds Européen d'Investissement, une institution financière internationale dont un État membre est actionnaire ou une institution financière établies dans un État membre, poursuivant des objectifs d'intérêt public sous le contrôle d'une autorité publique ou un organisme de droit public ou de droit privé avec une mission de service public. Les entités mandatées peuvent être sélectionnées ou directement désignées en vertu des dispositions de la Directive 2004/18/CE relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, (1) ou toute législation ultérieure remplaçant cette directive en intégralité ou en partie.

2/ une proposition de modification de l'article 56 afin de permettre le financement des pépinières d'entreprises

La Région souhaite que la Commission européenne offre un cadre juridique sécurisé pour le financement des structures d'immobilier collectif essentielles pour l'accompagnement à la création d'entreprises.

Dans une optique de création d'emploi (qui reste le 1^{er} objectif), de soutien à l'entrepreneuriat et de développement économique, l'Etat, les collectivités, leurs établissements publics et, de rares entrepreneurs privés ont mis en place des structures accompagnant les jeunes créateurs. Ces structures comprennent des services mutualisés (photocopieuse, secrétariat, parking, salles de réunions, etc.), une mise en réseau et un accompagnement (contact avec d'autres entrepreneurs, réseaux de professionnels de la structure, conseils de partenaires experts) pour des loyers à bas coût, en général inférieurs au prix du marché. L'hébergement a une durée limitée, de la phase ante-crédation aux premières années de vie de l'entreprise.

Face aux difficultés rencontrées par les jeunes chefs d'entreprises, ce parcours résidentiel et d'accompagnement s'est diversifié et peut se résumer en 2 temps pour le créateur :

HÔTEL DE RÉGION

1. **une entrée en couveuse ou en incubateur lorsque le projet n'est pas encore bien défini.** Les **couveuses** fournissent en plus d'un hébergement physique, un hébergement juridique par une personne publique ou privée. Les **incubateurs** accompagnent les entrepreneurs ante-crédation afin qu'ils disposent d'un cadre adapté (locaux, matériels, accompagnement, formation, coaching, études de faisabilité,...) à la définition, au test et éventuellement au lancement de leur projet et à la création de leur entreprise.
2. **l'intégration d'une pépinière d'une entreprise de moins de 3 ans.** Les **pépinières** fournissent aux entrepreneurs ou à de jeunes entreprises un hébergement et un accompagnement (locaux, matériels, accompagnement, formation, coaching, études de faisabilité,...). Cet accompagnement peut également durer jusqu'à 5 ans, certaines entreprises accompagnées devant passer le cap de la « death valley » (3 à 5 ans) qui constitue la phase critique de la création d'entreprises.

D'autres dispositifs d'accompagnement peuvent également être mis en place, ils visent à informer et conseiller des personnes physiques anté-crédation comme de jeunes entreprises en phase de développement.

Ces outils permettent à l'Etat et aux collectivités de développer le tissu économique local et l'emploi en encourageant l'entrepreneuriat et l'ancrage sur leurs territoires des entreprises. Les créateurs d'entreprises se voient accompagnés dans leur démarche et le taux de survie des entreprises en est amélioré¹. Les entreprises hébergées ont tendance ensuite à rester sur le territoire d'implantation de la structure d'accueil à leur sortie. Enfin, ces structures participent à la croissance des jeunes entreprises et par là à la hausse du nombre d'emplois et favorisent ainsi le dynamisme du territoire au profit de la population locale.

Les entreprises hébergées sont donc des créateurs et des TPE (moins de 10 salariés).

Un rapport spécial de la Cour des Comptes européenne² soulignent par ailleurs que « les PME qui ont bénéficié de l'aide d'une pépinière d'entreprises présentent un risque de faillite substantiellement inférieur au cours des premières années suivant leur création. Le taux de survie global

¹ Le réseau européen des centres d'entreprise et d'innovation (EBN) indique que le taux de survie des entreprises au cours de leur période d'incubation est de 92 %, tandis qu'il est de 90 % au cours des trois années suivant le terme du programme d'incubation. Rapport « BIC Observatory 2012 » (http://www.ebn.be/assets/assets/pdf/2012/bic_obs_2012.pdf).

² Rapport spécial de la Cour des Comptes européenne, *Le FEDER a-t-il contribué avec succès au développement de pépinières d'entreprises ?*, 2014

à trois ans des nouvelles entreprises est de 56 %³ environ, tandis que celui des entreprises ayant bénéficié de l'assistance d'une pépinière avoisine les 90 %⁴. »

Outre les structures qui du fait de leur activité purement locale, bénéficient d'aides publiques en dehors du champ d'application de la réglementation des aides d'Etat, conformément à la décision SA.33149 (2014/NN ex 2011/CP) – Germany – Städtische Projektgesellschaft "Wirtschaftsbüro Gaarden - Kiel", du 29 avril 2015, décision pour laquelle les autorités françaises ont sollicité des précisions sur ses modalités d'application (question posée sur la plateforme e-wiki) ; certaines structures n'ayant pas de caractère purement local sont soumises à la réglementation des aides d'Etat. Les autorités françaises souhaitent qu'un article du RGEC prévoit les conditions dans lesquelles une aide à ce type de structures ou services d'accompagnement serait compatible.

Le principe des pépinières d'entreprise a d'ailleurs déjà fait l'objet d'une décision de la Commission européenne notamment la notification, en 2005, d'un régime d'aide allemand d'environ 120 millions d'euros par an en faveur des petites et moyennes entreprises en phase de démarrage ou axées sur la technologie et qui ont recours aux services de centres technologiques, de pépinières d'entreprise et de centres industriels⁵. Ce régime d'aide permettait à l'Etat allemand de verser annuellement une subvention à un centre hébergeant de telles pépinières dans la mesure où les entreprises hébergées étaient les uniques destinataires de l'aide.

Mme Neelie Kroes, la Commissaire européenne chargée de la concurrence, à cette époque, avait déclaré que «les pépinières d'entreprise et les centres technologiques aident les jeunes entrepreneurs à développer leur projet d'entreprise et à franchir le cap critique des premières années sur le marché. Je suis heureuse d'approuver une telle aide, qui encourage l'innovation.»⁶

La révision du RGEC en ce sens serait un signal fort de la Commission européenne en faveur de l'accompagnement à la création d'entreprises, enjeu territorial et économique essentiel.

Nous souhaitons ainsi que le RGEC autorise :

- le financement à 100% des coûts de fonctionnement de l'infrastructure lorsqu'elle s'adresse à des entreprises en cours de création (entreprises de moins de 5 ans)

³ Eurostat: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Business_demography_statistics

⁴ Rapport «BIC Observatory 2012©» (http://www.ebn.be/assets/assets/pdf/2012/bic_obs_2012.pdf).

⁵ Lien vers la revue de presse de l'Union européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-05-536_fr.htm

⁶ Lien vers la revue de presse de l'Union européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-05-536_fr.htm



- la pratique de prix inférieurs aux prix du marché car les pépinières proposent, par définition, des services à des prix inférieurs aux prix du marché, voire gratuits (hébergement d'entreprises, ressources informatiques et matériel de bureautique, services de conseils ...)